

OBSERVATOIRE DE LUTTE  
CONTRE LA CORRUPTION ET LES  
MALVERSATIONS ECONOMIQUES  
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT  
AGAINST CORRUPTION AND  
ECONOMIC EMBAZZLEMENT  
TRANSPARENCE

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 030./OLUCOME/11/2017 PORTANT SUR LA  
PROCHAINE SESSION DE DIALOGUE INTERBURUNDAIS EXTERNE.**

*« Le dialogue inter burundais externe doit être inclusif et paritaire. »*

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) se réjouit d'avoir appris que le dialogue inter burundais externe tant attendu va reprendre et se tenir du 27 novembre au 8 décembre 2017 à Arusha en Tanzanie. En guise de rappel, il faisait environ dix mois qu'une session de telle envergure n'eut pas lieu dans le cadre de la résolution de la crise burundaise de depuis avril 2015 et au cours de cette période de dix mois, l'Observatoire ne cessait de rappeler que la reprise dudit dialogue est une nécessité urgente pour tant des burundais qui continuent à souffrir énormément tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.
2. Selon certaines informations, le nombre des invités à cette prochaine session serait disproportionnel par rapport aux deux parties en conflits. Il s'agit d'une partie qui soutient que les accords d'Arusha ne soient pas enterrés et que la constitution burundaise ne soit pas amendée sans considérer les clauses des pourparlers externes d'une part et une autre partie qui soutient que les accords d'Arusha tombent dans les oubliettes et que la constitution burundaise soit amendée sans tenir compte des conclusions du dialogue inter burundais externe d'autre part. **A cet effet, l'OLUCOME demande à la médiation d'inviter à égalité (moitié moitié) les participants de chaque partie précitée.**  
Bien plus, en cas de conflits, une partie en conflit ne mène pas un dialogue avec ceux qu'ils veulent. A titre d'exemple, les autorités en place ont dialogué avec les dirigeants d'alors au Burundi même si certaines de ces autorités actuelles étaient condamnées à perpétuité par le même régime. **Ceci pour demander à la médiation d'inviter tout vrai protagoniste dans la crise burundaise lors de cette prochaine session.**
3. A la sortie de cette prochaine session des pourparlers externes, l'OLUCOME souhaite que la médiation dans la crise burundaise mette en avant les différents préalables lui soumis par la société civile dont l'OLUCOME dans le but d'accoucher les solutions durables à ladite crise. Ces préalables concernent notamment l'arrêt immédiat des violences et des discours de haine ; la suspension immédiate du processus de révision de la Constitution dans le contexte actuel de crise ; la suspension des activités de l'actuelle Commission Vérité et Réconciliation au Burundi, la suspension des lois qui limitent la jouissance des libertés publiques d'association et de réunion ; la définition objective du conflit burundais ; l'identification objective de véritables protagonistes au conflit burundais, la mise en application des résolutions issues du dialogue inter burundais organisé par les Nations Unies à

Bujumbura depuis mai 2015 entre le Gouvernement et les partis politiques notamment la réouverture de certaines stations de radios privées, la libération inconditionnelle des prisonniers politiques, la levée des mandats d'arrêts internationaux émis depuis la crise de 2015 contre certains leaders burundais de l'opposition, de la société civile et des médias, ...

4. Pendant cette période de crise de depuis 2015, l'OLUCOME se rend compte de la dilapidation des biens publics à une grande vitesse dans notre pays le Burundi. Certaines sociétés internationales, dont la CVMR société d'exploration des minerais d'origine canadienne, sont entrées de s'accaparer de la richesse nationale sans suivre aucun principe de transparence et lois en matière de passation des marchés publics. Cette situation se présente alors que les citoyens burundais croupissent dans une misère sans nom. **De ce fait, l'OLUCOME demande à la médiation et aux parties en conflits d'exiger au Gouvernement d'arrêter cette forme de vol organisé de biens publics au Burundi.**

L'OLUCOME demande également à la médiation que les participants au dialogue puissent discuter et trouver des solutions durables aux 8 points qui ont été arrêtés pour être étudiés tout au long du dialogue inter burundais externe. L'Observatoire exhorte les participants à ces pourparlers de penser au meilleur avenir du Burundi pour au moins les 50 ans à venir.

5. Enfin, l'OLUCOME est tellement touché ces derniers jours par l'arrestation des ceux qui furent'ou qui sont les défenseurs de droits de l'homme au Burundi. Ici, nous citerons l'exemple des Messieurs Rukuki Germain et Nestor Nibitanga qui furent respectivement les employés de l'ACAT Burundi et de l'APRODH ainsi que les trois membres de PARCEM qui sont actuellement incarcérés pour la même cause de la perturbation de la sécurité publique. **D'où l'OLUCOME demande aux Nations Unies, à l'Union Africaine, à l'East African Community (EAC) et aux participants à ces pourparlers d'exiger au Gouvernement du Burundi en place de protéger convenablement ces personnes et de les libérer dans l'immédiat et sans condition.**

Fait à Bujumbura, le ~~22~~ 29/11/2017

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

